



COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU 11 JUIN 2019

AVEC LA DIRECTION :

« PROJET DE RESTRUCTURATION » DE LA DDFiP 92

Mardi 11 juin, la Direction avait convoqué les organisations syndicales afin de leur présenter le plan de « restructuration » de la DDFiP 92 à l'horizon 2022 communiqué par mail le 6 juin au soir.

Plusieurs dizaines d'agents de différents sites du département (notamment Nanterre Tivoli, CAD et TM, Asnières, Colombes, Vanves, Issy-les-Moulineaux, ...) se sont joints à la réunion.

RAPPEL DES PRINCIPALES ANNONCES DU « PROJET »

Fermeture des 19 trésoreries municipales du département, de 8 SIP sur 16, de 9 SIE sur 15, de 2 PCR sur 9, de 3 PCE sur 9, de 4 SPF sur 5.

Regroupement du SPF et de l'Enregistrement à Vanves ; la direction à Vanves est fusionnée et transférée à Nanterre ; création de 15 « accueils de proximité », de 4 Services de Gestion Comptable et de 4 conseillers auprès des ordonnateurs ; déplacement de nombreux services (BDV, BCR, ...).

Sept Centres des Finances Publiques (structures trésorerie-SIP-SIE) sont rayés de la carte : Asnières, Clichy, Courbevoie, Issy-les-Moulineaux, Levallois, Suresnes et Vanves.

Un véritable plan de destruction !

M. Fourquet, en qualité de Directeur Départemental par intérim, a présenté le « projet de restructuration », « soumis à la discussion » des élus, chefs de services, agents et organisations syndicales jusqu'à « quelque part en octobre ». Mais il a précisé que les « principes » qui ont présidé à son élaboration restent « intangibles » : densification du réseau (c'est à dire concentrations/suppressions de services), implantation « d'accueils de proximité ».

La délégation a dénoncé le plan : **plus de la moitié des services ferment**, d'autres vont être déplacés. Il s'agit d'un recul sans précédent du Service Public au détriment des usagers.

La diminution drastique du nombre des comptables publics marque la fin de la séparation ordonnateur-comptable, principe à valeur constitutionnelle, garant de la bonne gestion des fonds publics.

De plus, dans cette perspective, combien de comptables, responsables actuellement de leurs services au titre de la RPP (Responsabilité Personnelle et Pécuniaire) vont devenir adjoints dans d'énormes SGC.

Les agents sont sous **le choc** ! Eux qui ont consenti nombre de sacrifices (précédentes restructurations, locales et nationales, arrivée du PAS entraînant une campagne IR très lourde, ...). Nos collègues ont employé des termes très forts : « **trahison** », « **saccage** », ou encore « **destruction** » !

Tous les services, tous les agents, vont être impactés : mobilité forcée pour tous ceux dont le service est supprimé ou déplacé, temps de trajet allongé, projets de vie bouleversés, vie de famille mise à mal, dégradation générale des conditions de travail et d'accueil pour tous les services qui vont devoir absorber la charge de ceux qui disparaissent.

Des questions ont été posées concernant la mise en place des structures qui composeront le futur « réseau ».

- Nature, composition et localisation des « accueils de proximité » : pas de réponse.

- Nombre d'emplois dans les SGC : pas de réponse.

- **Nombre de suppressions d'emplois et volumétrie des emplois d'ici 2022** en lien avec ce projet, malgré nos multiples demandes : pas de réponse.

Ce sont aujourd'hui des centaines de contribuables qui se pressent quotidiennement dans les Centres des Finances Publiques promis à la disparition. Qui va les recevoir dans les « accueils de proximité » ? Et dans quelles conditions ? Un agent ou deux, titulaire ou contractuel, un jour ou deux par semaine, comme dans les Maisons de Service au Public devenues Maisons France Service ? L'administration ne prend même pas la peine de fournir la moindre précision concrète à ce sujet.

Comme elle l'a fait depuis des mois avec son plan de restructuration, l'administration, malgré nos demandes répétées, refuse de communiquer le nombre des agents impactés et le nombre des suppressions d'emplois d'ici à 2022. Qui peut croire qu'elle a élaboré son plan sans lien avec les orientations gouvernementales de suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'État (50.000 d'ici 2022)?

La vérité, c'est que la fermeture de plus de la moitié des services dans les Hauts-de-Seine prépare des liquidations d'emplois par centaines, un véritable plan social à coup de mutations non souhaitées, de détachements d'office, de ruptures conventionnelles voire de licenciements !

La Direction a fixé les effectifs maximum des futurs SIP et SIE à respectivement 70 et 50 personnes.

Chacun comprend que les services maintenus ne pourront absorber les effectifs des services supprimés. Il en est de même du point de vue immobilier.

Tous les représentants syndicaux, avec l'ensemble des collègues présents, ont fait le constat que ce « projet » n'était en rien négociable et ont exprimé une même exigence :

Retrait immédiat du plan de destruction de la DDFiP 92 !

Retrait immédiat du plan Darmanin !

Une pétition en ce sens, signée en quelques heures par 159 agents de Nanterre-Tivoli, a été remise à la Direction.

Dans le même temps, il a été fait état de l'appel des collègues de Vanves qui se prononcent également pour le retrait du « projet » et font la proposition de partir en grève tous ensemble le plus tôt possible.

Après l'audience, les représentants des sections syndicales et les agents présents ont décidé d'appeler tous les collègues sur tous les sites à se réunir, à débattre et à désigner leurs délégués à la réunion, avec les organisations syndicales, qui aura lieu mardi 18 juin à 14h00 à Nanterre-CAD Salle ultramarine 12^{ème} étage.